Le parler vaudois et la langue russe convergent

Les invités
Grégoire Dunant et Eva Zaki
Linguiste et spécialiste de la langue et littérature russe

Une oreille attentive, régulièrement exposée à la fois au parler vaudois bien de chez nous, et à la langue de Pouchkine, peut constater cette étonnante consonance: des voyelles qui n'existent que dans le Pays de Vaud se retrouvent, à peu de chose près, dans l'alphabet cyrillique…

De là à émettre l'hypothèse qu'un(e) Vaudois(e) ayant un fort accent serait plus doué(e) pour prononcer la langue de Dostoïevski qu'un(e) Français(e) de l'Hexagone… il n'y a qu'un pas!

Mais étudions cela de plus près. D'abord, la voyelle «o» ouvert, comme dans le mot «époque». Nous reconnaissons l'accent vaudois au fait que le «o» est ouvert même en fin de «mot», justement, comme dans «vélo» ou «asticot»: le même «o» que dans «époque»! Cela n'étonne personne chez nous, on boit le Merlot… ouvert. Alors qu'en français de France, le «o» ouvert n'existe qu'avant une consonne (comme dans «port», «corps», «trésor»). Si à Paris, poteau, hameau, et la reine Margot, se terminent par un «o» fermé, dans le Canton de Vaud, il est ouvert et chantant

Et voici le parallèle: les russisants et russophones connaissent le «o» ouvert et accentué, à la fin de mots russes comme «smechno» (drôle), «teplo» (chaud) ou «okno» (fenêtre): même si en russe on y ajoute encore une légère diphtongue, ces «o» ont un air de famille certain avec le «o» vaudois. D'ailleurs, ne vous avisez pas de les prononcer fermés, vous énerveriez passablement votre prof de russe…

Deuxième exemple, la voyelle qu'on appelle «i» dur en russe et qui n'existe pas en français: rétractez la langue au milieu de la bouche, loin des dents, et prononcez «i»: le son est entre «i» et «é» ou «eu». Eh bien, contrairement aux autres francophones, les Vaudois possèdent cette voyelle: «Je n'ai pas encore fini!» ou encore «j'irai vers midi»… le «i» final est traîné en longueur et présente une similarité certaine avec le «i dur» russe.

Mais ce n'est pas tout. Le «j» en français se prononce d'une seule manière: «jour», «jurer» «jalon»… Quant au vaudois populaire, il dispose d'un «j» et d'un «g» chuintants, prononcés avec la langue rétractée, plus en arrière: «J'ai vu la Ginette». La lettre «j» est également chuintante en russe, comme dans les mots «jirny» (gras) ou «jaloba» (plainte). On ne peut prononcer ces mots avec un «j» français… Il faut le «j» vaudois.

Et pour terminer avec une autre chuintante, le «ch» de «charrette», comment se dit-il en vaudois? Bien chuintant, bien gonflé! De même que pour le fameux «chalet», qui ne se prononce pas à la parisienne. Le résultat obtenu sera voisin du «ch» de «ouchi» en russe (oreilles) ou encore «chiroki» (large).

Espérons que ces constatations inciteront plus de Vaudois à apprendre le russe, vu leurs prédispositions phonatoires pour la prononciation de la langue de Tolstoï. Quoi qu'il en soit, il est piquant de constater des convergences et similitudes inattendues entre des langues parfois éloignées.

Catalogne, des chiffres qui ne mentent pas

L'invité

François Meylan
Conseiller financier

En ce début d'année, les présentations de perspectives économiques fusent. Les analyses, comme à l'accoutumée, exposent les chances mais aussi les risques. Et la situation surréaliste en Catalogne représente clairement un facteur de déstabilisation tant pour cette région que pour l'Espagne et l'Union européenne. Par ce truchement, ce sont les marchés financiers, quelques-uns sont au plus haut, qui risquent d'être quelque peu chahuté cette année. Après le choc des images et une fois l'émotion passée, il est utile de faire un constat de l'état en Catalogne, en chiffres. Ils ont l'avantage d'être à l'abri de tout parti pris.

Rappelons que l'Espagne, partenaire économique qui compte pour la Suisse, est non seulement le pays le plus libertaire d'Europe mais aussi l'un des plus décentralisés. Son organisation territoriale est fixée dans la Constitution depuis 1978. Il est question d'un État des autonomies. Il y en a dix-sept. La répartition des compétences est régulièrement renégociée. La tendance est au désengagement en faveur des régions.

L'OCDE a calculé, en 2017, que les régions géraient directement 32,4% des recettes publiques du pays. Elles ont ainsi plus de marge de manœuvre que dans les autres pays de l'UE. La Catalogne bénéficie de deux cents compétences propres. Elle a son système carcéral et sa propre police, à l'instar de la Navarre, des îles Canaries et du Pays basque. En Espagne, il n'y a pas un système de santé publique mais dix-sept.

La même chose pour le nombre de systèmes éducatifs. À ce propos, il est difficile d'invoquer une oppression à l'endroit de la culture catalane quand on sait que l'enseignement du catalan règne quasi sans partage sur les bancs d'école alors que 55% de la population de l'autonomie ont l'espagnol pour langue maternelle. Sur le plan économique, l'autonomie catalane pèse 20% du PIB espagnol, comme la communauté de Madrid. Les indicateurs passent au jaune en Catalogne avec un niveau d'endettement de 35% de son PIB.

De surcroît, la région marque, depuis le début des années 2000, un déclin économique relatif au sein du pays. Les administrés seraient en droit - certains commencent à le faire - de se demander comment la région a été gérée par les leaders indépendantistes. À ce titre, les affaires de détournement de fonds publics sont légion. Côté politique, le système électoral catalan est inégalitaire.

Les zones rurales, celles qui votent le plus indépendantistes, sont surreprésentées au détriment des zones urbaines telles que Barcelone ou encore Tarragone qui ne votent pas indépendantistes. Ce qui explique que, le 21 décembre dernier, ces derniers ont obtenu plus de sièges au parlement catalan avec 47% des suffrages contre 52% pour les unionistes. Quant aux entreprises qui ont quitté la région - y compris les deux grandes banques catalanes que sont Banco Sabadell et Caixa - elles fuient l'instabilité politique et juridique. Le climat voulu par les séparatistes n'est pas bon pour les affaires.

«Nous sommes e

De nombreux Vaudois renoncent au dentiste par peur de la fa

Mathieu Signorell

Combien sont-ils exactement? Difficile à savoir, car personne n'aime dire qu'il est pauvre. Une chose est sûre, alors qu'il reste un mois avant le vote sur l'initiative «Pour le remboursement des soins dentaires», de nombreux Vaudois n'arrivent plus à payer leurs factures de dentiste. Alors plusieurs solutions s'offrent à eux: renoncer aux soins - avec le risque de graves complications -, partir à l'étranger, ou s'endetter, parfois pour plusieurs années.

24 heures a rencontré ces gens pour qui le dentiste est un calvaire financier. Une vingtaine de personnes ont répondu à notre appel à témoins diffusé dans le monde associatif et sur Internet. Leurs histoires se rejoignent souvent: un faible revenu, des problèmes familiaux ou médicaux, parfois des poursuites, qui s'ajoutent au loyer et aux primes d'assurance-maladie. Et, le jour où la douleur est insoutenable, une facture du dentiste qui a pris l'ascenseur.

Les partisans de l'initiative (gauche, syndicats et associations) estiment que 10% des Vaudois renoncent à des soins dentaires. Les opposants (dentistes, droite, patronat) parlent de 5,8% sur l'arc lémanique. Certaines études, elles, montent jusqu'à 20%.

Qu'en est-il réellement? L'Office fédéral de la statistique (OFS) et Eurostat (qui dépend de la Commission européenne) présentent des chiffres qui varient d'une année à l'autre. En 2014, 6,4% des Suisses n'ont pas eu accès à des soins dentaires nécessaires, dont 4,2% pour des raisons financières. En 2016, le chiffre global était de 5,6%, dont 3,4% à cause de soucis d'argent.

Moins difficile en Allemagne

«On ne peut pas affirmer qu'il y a une baisse entre 2014 et 2016. Notamment parce que la différence s'explique en grande partie par la reformulation du questionnaire», expliquent Martin Camenisch et Stéphane Fleury, de l'OFS. En 2014, la question demandait si les gens avaient renoncé à des soins dentaires sur douze mois. Dès 2015, ils doivent d'abord dire s'ils en auraient «vraiment» eu besoin.

En comparant la Suisse avec des pays où les soins dentaires sont en partie remboursés, on remarque que les Français sont plus nombreux que les Suisses à y renoncer pour des raisons financières (5,2%, par exemple, en 2014). Par contre, le chiffre est moins élevé en Allemagne (1,8%).

Alors qui sont ces gens? «Les personnes qui viennent chez nous englobent des réalités très différentes: sans domicile fixe, migrants sans papier, apprentis, étudiants, familles monoparentales, petits indépendants, retraités, *working poor*», répond François Chéraz, directeur de la Fondation Point d'Eau, à Lausanne. Celle-ci propose une multitude de services aux personnes précaires (hygiène, soins, ostéopathie, orientation sociale, etc.), dont des soins dentaires. Les dix-huit dentistes bénévoles y réalisent 1400 consultations par an à 40 francs, auxquelles s'ajoutent 400 séances d'hygiéniste à 20 francs.

«La proportion d'autochtones parmi les patients est d'environ un quart et elle continue de monter, ajoute François Chéraz. Tous sont des gens avec de petits salaires qui développent des stratégies d'urgence, où tout ce qui n'est pas urgent passe de côté. Aujourd'hui, nous sommes débordés et nous cherchons de nouveaux dentistes.»

> «Tous sont des gens avec de petits salaires qui développent des stratégies d'urgence»

François Chéraz
Directeur de la Fondation Point d'Eau

Prophylaxie et aides ciblées

Du côté des opposants à l'initiative, l'un des arguments contre une assurance est la bonne santé dentaire des Suisses. Ils misent aussi sur la prophylaxie, rappelant que se brosser les dents trois fois par jour et un passage régulier chez l'hygiéniste permettent d'éviter de nombreux soucis.

Bertrand Dubrez, président de la Société vaudoise des médecins-dentistes, souligne que lui et ses collègues sont conscients que leurs factures peuvent mettre des patients en difficulté. Il milite pour élargir les aides ciblées de l'État, accordées à l'heure actuelle, sous condition, aux bénéficiaires des régimes sociaux.

«Nous demandons un assouplissement du seuil de prise en charge, pour que les familles qui sont juste à la frontière des *working poor* puissent bénéficier du système actuel, explique-t-il. Je préfère la solution de payer un traitement compliqué jusqu'au bout pour une personne en difficulté plutôt qu'une assurance qui rembourse les soins de base à toute la population.»

6,4%
C'est la proportion de Suisses qui n'ont pas eu accès à des soins dentaires en 2014

4,2%
C'est la proportion de ceux qui n'y ont pas eu accès pour des raisons financières en 2014

1,8%
C'est la proportion d'Allemands qui ont renoncé à des soins pour des raisons financières en 2014

> «Je suis boulanger et l'amidon a attaqué ma dentition. Je suis allé me faire soigner en Amérique latine»
>
> **Claude, quadragénaire**
> Ce boulanger de La Côte travaille de nuit. Il a pris un deuxième job pour sortir de ses difficultés financières. Il vit avec sa femme et sa fille

«En France, ma pathologie est reconnue comme une maladie du travail. Pas ici en Suisse. Cela s'appelle «la carie du pâtissier». Après plusieurs années de travail, l'amidon a commencé à attaquer mes dents. J'ai développé des infections graves et elles se propageaient dans ma mâchoire. Les douleurs étaient horribles et j'allais fréquemment chez mon médecin généraliste, qui me prescrivait des anti-inflammatoires. Je n'osais pas ouvrir la bouche. Mes dents de devant, ça allait. Mais le reste était noir.

Je suis allé plusieurs fois chez le dentiste en Suisse avec des factures d'environ 4000 francs pour chaque dent. Une fois, j'ai mis deux ans à rembourser. Finalement, je suis allé en Amérique latine, dans le pays de mon épouse. J'ai passé 26 heures chez le dentiste, pour un total de 400 francs, pour me faire arracher huit dents et en soigner provisoirement une dizaine d'autres. Mais la situation a continué à se détériorer.

Je n'ai pas les moyens de payer les frais de dentiste en Suisse à cause de mes problèmes financiers. Quand je suis arrivé dans le canton de Vaud, j'avais malheureusement des arriérés d'impôts d'une trentaine de milliers de francs. Pour les payer, j'ai dû prendre un deuxième job.

C'est ma femme qui m'a convaincu d'aller au Point d'Eau, tellement les douleurs étaient insupportables. J'ai pu être soigné, mais aujourd'hui, je n'ai plus que cinq ou six dents d'origine.»

VCX Contrôle qualité